



LA RECHERCHE DANS LE RÉSEAU DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

RECHERCHE AUTOCHTONE

Morning Star, Alex Janvier, 1993

ALLER DE L'AVANT

**Le pouvoir
féminin
autochtone**

**Les secrets de
la pharmacopée
de mère Nature**

**Entraide au
nord du 55^e
parallèle**

**Pour des
universités
inclusives**

Recherche autochtone: Aller de l'avant

Encart produit par le magazine *Québec Science*, édition avril-mai 2020 et financé par l'Université du Québec

SOMMAIRE

3 Retrouver sa voix

Comment la recherche, par l'entremise des arts, du design et des langues, permet-elle aux peuples autochtones de se réapproprier leurs cultures et de la transmettre?

6 La pharmacopée de mère Nature

Isabel Desgagné-Penix poursuit une quête : percer les secrets des plantes médicinales.

8 Entraide au nord du 55^e parallèle

Grâce à une étroite collaboration avec les Inuit, les travaux de Monique Bernier servent à la fois la science et les communautés nordiques.

9 Le pouvoir féminin autochtone

Que nous dit la recherche sur le leadership féminin autochtone? Tour d'horizon.

12 Aller plus loin, ensemble

Environnement, économie, énergie : les domaines où les chercheurs et les communautés autochtones travaillent main dans la main se multiplient.

14 Pour des universités inclusives

En classe et en recherche, une meilleure place est accordée aux Premiers Peuples, dans le respect de leurs savoirs et de leurs réalités.

ALLER DE L'AVANT

Il y a 30 ans, l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) a mis sur pied son Centre des Premières Nations Nikanite. Ce mot signifie « va de l'avant » en langues innue et atikamekw, et il incarne très bien le sentiment qui semble animer à la fois les communautés autochtones et le monde universitaire, dont le regard est résolument tourné vers l'avenir. Dans un esprit de dialogue, de réparation et de réconciliation, les universités se mettent au diapason des étudiants autochtones afin de mieux les accueillir dans les classes, les laboratoires et les groupes de recherche. Leur nombre est ainsi appelé à grandir, tout comme leur contribution à la science. Il en va de même pour les communautés disséminées aux quatre coins du Québec, de mieux en mieux intégrées aux projets de recherche. Désormais, les chercheurs s'engagent à ne plus mener leurs travaux « sur » les Premières Nations et les Inuit, mais bien à faire des activités de recherche « par », « pour » et « avec » ces peuples en les impliquant dès le début du processus. En somme, le milieu universitaire accorde du respect et de la valeur aux forces, aux idées, aux besoins et aux savoirs des Autochtones. Est-ce parfait? Bien sûr que non. Le chemin sera encore long pour panser les blessures, pour passer de la méfiance à la confiance, particulièrement dans un contexte où les Autochtones font entendre leurs revendications en investissant l'espace public. Mais la volonté y est.

Ce dossier est inséré dans le numéro d'avril-mai 2020 du magazine *Québec Science* (QS). Il a été financé par l'Université du Québec (UQ) et produit par le magazine *Québec Science*.

Le comité consultatif était formé de :

Marie Auclair, UQAM
Jean-François Millaire, UQTR
Yves Chiricota, UQAC
Pietro-Luciano Buono, UQAR
Karine Gentelet, UQO
Francine Tremblay, UQAT
Josée Charest, INRS
Josée Gauthier, ENAP,
Gabriel Lefebvre, ETS
Éric Lamiot, TÉLUQ
Céline Poncelin
de Raucourt, UQ
Valérie Reuillard, UQ
Marie Lambert-Chan, QS

Coordination :

Marie Lambert-Chan
et Valérie Reuillard

Rédaction :

Maxime Bilodeau
Gabrielle Brassard-Lecours
Martine Letarte
Émélie Rivard-Boudreau

Direction artistique :

Natacha Vincent

Révision-correction :

Pierre Duchesneau

Bibliothèque nationale du
Canada :
ISSN-0021-6127

Les 10 établissements du réseau de l'Université du Québec ont pour mission de faciliter l'accessibilité à l'enseignement universitaire, en plus de contribuer au développement scientifique du Québec et au développement de ses régions.

Couverture :

Morning Star, Alex Janvier, 1993
Musée canadien de l'histoire
VH-D-276, IMG2009-0085-0001-Dm

RETROUVER SA VOIX

Comment la recherche, par l'entremise des arts, du design et des langues, peut-elle permettre aux peuples autochtones de se réapproprier leurs cultures et de la transmettre aux prochaines générations?

Par Gabrielle Brassard-Lecours

« Nous autres les probables
les lendemains
les restes de cœur-muscle
et de terre noire
Nous autres en un mot :
territoire

On a appris à contourner les
regards à devenir
beaux comme des cimetières
d'avions
à sourire en carte de bingo
gagnante
Frayer à même la cicatrice »*

Ces mots sont ceux de la poétesse ilnue **Marie-Andrée Gill**. Ils parlent d'amour et de transmission ; la transmission d'une culture et d'une identité qui se sont en partie perdues dans cette « cicatrice » béante laissée par le « génocide culturel » subi par les Premiers Peuples du Canada, comme le concluait la Commission de vérité et réconciliation du Canada en 2015.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui tentent d'apporter réparation aux Autochtones dépossédés, y compris les chercheurs. Marie-Andrée Gill se trouve aux premières loges de ces efforts : à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), elle a obtenu une maîtrise en lettres en 2019 et elle travaille actuellement comme assistante de recherche à la Chaire de recherche sur la parole autochtone, dirigée par le professeur **Luc Vaillancourt**. Or, malgré les meilleures intentions, la réappropriation culturelle et identitaire n'est pas chose aisée. « Au sein de la chaire, on a remarqué que le volet historique qui s'intéresse à la renaissance ne fonctionne pas très bien, parce qu'il n'est pas orienté vers les besoins et les intérêts concrets des communautés », dit l'artiste.

En effet, jusqu'à maintenant, les travaux de la chaire s'intéressaient notamment à l'archéologie de la parole autochtone, ou aux traces de celle-ci dans les écrits historiques de certains colonisateurs. « Mais avons-nous besoin d'une énième analyse des écrits de Jacques Cartier? » s'interroge Marie-Andrée Gill. Ce type de réflexion a poussé la chaire à réorienter ses travaux sur les réalités des communautés autochtones, explique Luc Vaillancourt.

« À la demande pressante de nos partenaires autochtones, nous pensons nous concentrer davantage sur l'ici, maintenant et le futur, plutôt que de tenter d'exhumer un passé souvent douloureux, voire traumatique, confirme le professeur. On n'a pas manqué de nous rappeler dès le début du projet que les héros des uns – les premiers colons, les missionnaires – sont souvent les démons des autres, mais il nous fallait ancrer nos recherches dans une perspective historique qui rendrait compte de l'évolution d'un certain rapport à la parole, de sa récupération idéologique par les allochtones jusqu'à sa réappropriation par les Autochtones. »

« Il nous apparaît plus urgent, désormais, de décoloniser la recherche et d'intégrer d'emblée la perspective autochtone avant de nous pencher à nouveau sur le passé, poursuit-il. Sinon, on risque fort de répéter les

* Tiré du recueil *Frayer* (La Peuplade, 2015)





mêmes erreurs d'interprétation que lors des premiers contacts. C'est une histoire qui ne peut pas et qui ne doit pas s'écrire d'un seul point de vue. » Le scénario idéal, selon lui, serait que les non-Autochtones se retirent de l'équation : « Mon ambition, en fondant cette chaire, est de la transférer entièrement à un contrôle autochtone », révèle l'universitaire. Il souhaiterait la céder entre autres à Marie-Andrée Gill. Mais, comme le souligne celle-ci : « Je ne sais pas si je suis faite pour un travail de bureau... »

LE POIDS DES MOTS

Chez les peuples autochtones, la transmission s'opère surtout à l'oral. D'où l'intérêt du milieu universitaire, qui peut certainement contribuer à la documentation et à l'archivage des savoirs autochtones en vue de les passer aux prochaines générations. Dans certains cas, les recherches sont à même de permettre à certains aspects de la vie autochtone, comme les langues, de ne pas disparaître complètement.

C'est justement ce que fait **Richard Compton**, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en connaissance et transmission de la langue inuit à

l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il a publié un dictionnaire sur l'inuinnaqtun, un dialecte inuktitut. Ses recherches actuelles portent sur la nature de la polysynthèse dans les langues inuit, ce qui signifie que les mots de ces idiomes présentent un degré de complexité plus élevé que dans la majorité des langues. Le professeur s'intéresse donc à leur vocabulaire, leur syntaxe, leur origine et leurs différents dialectes, comme l'inuktitut.

Si son travail est utile pour l'aspect documentaire des langues, Richard Compton considère que ce n'est pas suffisant pour maintenir les liens de transmission linguistique, menacés dans plusieurs communautés autochtones au Québec. « Ce ne sont pas les linguistes qui peuvent sauver la langue. Il faut aussi qu'il y ait une volonté de la communauté et d'une génération de la parler, de la transmettre », affirme l'universitaire.

Selon lui, une partie de la solution passe par une restructuration des institutions, afin que les Autochtones puissent étudier et travailler dans leur langue. L'une des recommandations de la Commission de vérité et réconciliation du Canada est d'ailleurs de

créer des cours et des programmes en langues autochtones à tous les niveaux d'enseignement. « S'il y avait des incitatifs extérieurs à parler la langue d'origine, comme des emplois ou des cours universitaires, on verrait plus les avantages de conserver les dialectes autochtones », croit Richard Compton. « En ce moment, le français et l'anglais sont les seules langues permettant d'accéder au pouvoir et de communiquer avec les gouvernements », ajoute-t-il.

PRÉCIEUX OBJETS

L'identité se façonne et évolue non seulement par l'entremise des langues, mais aussi par les objets qui peuplent le quotidien. À cet égard, « les Inuit sont considérés parmi les meilleurs designers de la préhistoire, mais personne ne m'en a parlé pendant mes études », constate **Élisabeth Kaine**, professeure associée d'origine huronne-wendat à l'Université du Québec à Chicoutimi. Une aberration, selon elle, alors que nous aurions tant à apprendre de la philosophie qui guide les artisans des Premiers Peuples. « La production effrénée d'une société capitaliste, qui exige le remplacement rapide des objets, nous a menés à une véritable catastrophe écologique et hu-



La poignée de ce grattoir est sculptée pour épouser parfaitement la forme de la main de l'utilisateur, ce qui rend cet outil plus ergonomique que les contemporains, selon Élisabeth Kaine.

GRATTOIR INUVIALUIT, 1900-1905. ANCIENNEMENT DE LA COLLECTION FORBES D. SUTHERLAND, DON DE MARGARET ET YVONNE SUTHERLAND. MUSÉE MCCORD, ME930.20

Cette parka inuit est faite de membrane d'intestin de phoque. Elle est supérieure au plastique puisque, tout en étant imperméable, elle permet l'évaporation de la transpiration. Parfaitement étanche grâce à des systèmes de fermeture aux poignets et autour du visage, ce vêtement assurait, par son patron, confort et liberté de mouvement aux chasseurs d'animaux marins.

PARKA IMPERMÉABLE À CAPUCHON YU'PIK OU INUPIAT, 1919. DON DE R. G. OLIVER. MUSÉE MCCORD, ME942.28



maine, rappelle la chercheuse. Pour les sociétés autochtones traditionnelles, un objet n'aura pas à changer si le besoin auquel il répond ne change pas. Il sera plutôt amélioré par essais et erreurs pendant des centaines d'années, conservé et réparé, puisque l'énergie nécessaire pour le produire est précieuse.»

Cette vision du design confère aux objets un rôle d'intermédiaire exceptionnel entre les humains et leur environnement. Pensons par exemple aux grattoirs, dont la forme est parfaitement adaptée à la main de l'utilisateur, ou encore aux vêtements – et plus particulièrement aux vêtements inuit – offrant une protection contre les intempéries inégale tout en permettant l'aisance des mouvements essentiels à la survie. «La production mécanisée a appauvri notre relation aux objets : celui ou celle qui les crée n'est pas celui qui connaît le besoin, parce que ce sont maintenant les équipes marketing qui les conçoivent», déplore Élisabeth Kaine.

La chercheuse croit aussi, comme Luc Vaillancourt et Marie-Andrée Gill, que les Autochtones doivent être au cœur des recherches qui les concernent, sur le terrain comme dans les dépar-

tements universitaires. Elle y travaille au quotidien : Élisabeth Kaine est en effet cotitulaire de la Chaire UNESCO en transmission culturelle chez les Premiers Peuples comme dynamique de mieux-être et d'*empowerment* [autonomisation] de l'UQAC. «Notre premier objectif, c'est de donner plus de pouvoir à nos partenaires autochtones dans le domaine de la recherche», explique-t-elle. Les champs d'intervention de la chaire sont multiples : ils portent entre autres sur la transmission et la médiation par l'art, sur la formation en art et son enseignement, sur le développement économique durable, sur la formation en travail social et sur l'évaluation psychosociale du processus de résilience. Au cœur de chacun de ces thèmes se trouve l'idée qu'il faut intégrer et reconnaître les principes, les valeurs et les idéologies autochtones dans la définition culturelle des communautés, par et pour elles-mêmes.

Cependant, la gouvernance demeure une question préoccupante. «Je suis cotitulaire de la première chaire autochtone de l'UNESCO, mais comment puis-je affirmer ça quand un seul des 15 chercheurs est autochtone? se

questionne Élisabeth Kaine. Pour affirmer une telle chose, il faut que la gouvernance soit autochtone. Il faut changer les mentalités.» À la mise sur pied de la chaire, la chercheuse a donc réuni une quarantaine d'acteurs autochtones pour leur demander ce à quoi ils voulaient que le poste ressemble. «Ils n'étaient tellement pas habitués à être consultés qu'ils ne savaient pas quoi répondre», se souvient-elle.

À ses débuts dans le monde universitaire, en 1989, Élisabeth Kaine a aussi vécu un malaise. «Je ne parlais pas de mes origines autochtones dans le milieu, jusqu'à ce que je me rende compte qu'en le disant, ça changeait tout : on passait tout de suite de la méfiance à la confiance», raconte la professeure. Parler de ses racines fait maintenant partie de sa méthodologie. «Il faut toujours commencer un projet de recherche par les présentations de part et d'autre; c'est très important. On doit réparer avant de se réconcilier, et ça ne se fera pas qu'en tendant la main : il faut reconstruire. Et ça passe par tous les domaines. La recherche peut y contribuer, surtout en donnant la gouvernance de la recherche aux Autochtones», conclut Élisabeth Kaine. ●



LA PHARMACOPÉE DE MÈRE NATURE

De la cuisine de sa grand-mère aux labos de l'UQTR, Isabel Desgagné-Penix poursuit sa quête : percer les secrets des plantes médicinales.

Par **Émélie Rivard-Boudreau**

Qui aurait cru que des cataplasmes de moutarde allaient pousser une jeune fille brillante et curieuse à entreprendre des études qui la mèneraient un jour à produire des cannabinoïdes à partir de microalgues? C'est pourtant le fabuleux destin d'**Isabel Desgagné-Penix**, professeure de biochimie à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Aujourd'hui titulaire de la Chaire de recherche sur l'ingénierie métabolique des microalgues et de la Chaire de recherche du Canada sur le métabolisme spécialisé végétal, cette biochimiste d'origine innue cumule les honneurs, notamment un Prix Mitacs – soulignant son leadership exceptionnel – de même que le Prix Lee-Lorch, qui récompense la qualité de son enseignement et de sa recherche. C'est sans oublier son implication au sein de la communauté, tout particulièrement auprès des groupes autochtones. Sans fard et avec une bonne dose d'humour, elle nous raconte ici son parcours, où s'entremêlent souvenirs d'enfance, récits de chamans, histoires d'amour passionnel et connaissances biochimiques hyper pointues, le tout porté par une détermination hors du commun.

QS Pourquoi avez-vous choisi d'étudier les plantes médicinales?

Plus jeune, je lisais beaucoup de livres, parfois romancés, qui parlaient de plantes ou de chamans. Je voyais ma grand-mère et nos voisines qui préparaient des cataplasmes de moutarde quand j'avais la grippe, et toutes sortes

d'autres décoctions. Des fois, ça marchait, et des fois, ça ne marchait pas. Je me suis toujours demandé comment ces plantes pouvaient nous guérir... ou pas!

QS Et aujourd'hui, comprenez-vous pourquoi?

Bien sûr! Prenez le chaga, un champignon médicinal utilisé par les Premières Nations. Il contient des milliers de molécules, toutes avec des propriétés différentes. On y trouve des sucres, des composés phénoliques, des stéroïdes et des vitamines. Les sucres sont très solubles dans l'eau et les stéroïdes sont solubles dans les graisses. En diluant de la poudre de chaga dans de la graisse d'ours, on peut extraire les molécules lipophiles – qui aiment la graisse –, dont l'acide bétulinique, qui a des propriétés anticancéreuses. Celui-ci a recours à différents mécanismes, mais il fait entre autres des petits trous dans les membranes des cellules cancéreuses. Par contre, si on infuse le chaga dans de l'eau chaude, on va plutôt extraire des sucres, dont les glucanes immunomodulateurs, parfois dits « antidiabétiques ».

QS Quelle est votre méthode de travail?

Je lis sur les méthodes autochtones traditionnelles et, ensuite, je confirme le mécanisme et les effets des molécules en laboratoire. Les plantes médicinales sont un sujet complexe. J'essaie de respecter les savoirs traditionnels autochtones, mais je ne veux pas m'embarquer dans une guerre dans laquelle il faut les valider à tout prix. Les connaissances traditionnelles orientent plutôt mes choix de familles de plantes et du type de molécules.

QS Dans le milieu de la recherche, comment est perçu votre intérêt pour les plantes médicinales?

Quand je dis que je suis biochimiste, c'est bon. Quand je dis que je travaille avec les plantes, je baisse d'un niveau. Quand je précise que ce sont des plantes médicinales, je descends encore d'un cran. Si j'ajoute que je travaille avec les savoirs traditionnels, là, j'attire des regards disant : « Quosé que tu fais là? » Ce ne sont pas des approches qui sont utilisées couramment par les chercheurs, mais j'ai tout de même réussi à faire ma place et à démontrer la qualité de mes recherches. Je n'ai pas à rougir de travailler avec les plantes médicinales. J'ai autant de publications, de subventions et d'étudiants dans mon laboratoire que n'importe quel autre chercheur.

QS Sur quelle plante travaillez-vous présentement?

On étudie les microalgues et les molécules du cannabis. On a réussi à produire des cannabinoïdes dans des algues en laboratoire. Les cannabinoïdes sont les molécules du cannabis qu'on connaît pour leurs effets médicinaux – analgésiques, anti-inflammatoires et psychotropes. Les cannabinoïdes les plus étudiés pour le moment sont les psychotropes tétrahydrocannabinol (THC) et cannabidiol (CBD). On fait de la biologie synthétique. C'est comme un « copier-coller » : on prend la « recette » du cannabis dans son ADN et on la copie dans la microalgue. Ensuite, on fait pousser les microalgues et on arrive ainsi à produire des molécules de cannabis. Ce processus demande moins de

nutriments et d'espace que la culture traditionnelle de cannabis. Cette découverte pourrait réduire de beaucoup le prix des cannabinoïdes vendus pour leurs vertus pharmaceutiques.

Ce n'est que le début, car on souhaite recréer une panoplie de molécules thérapeutiques dans les microalgues, afin de réduire l'exploitation des plantes médicinales dans la forêt; surtout les espèces en voie d'extinction. Il faut éviter d'avoir plein de monde qui s'en va en forêt pour arracher les plantes servant à faire des médicaments.

QS Votre parcours personnel et professionnel sort de l'ordinaire. Racontez-nous.

J'ai grandi sur les bords de la rivière Métabetchouane, dans le village de Desbiens, au Lac-Saint-Jean. J'ai toujours été bonne à l'école. La première fois que j'ai fait de la recherche, c'est lorsque j'étais à la maîtrise en biologie cellulaire à l'Université de Sherbrooke. C'était passionnant, mais j'étais loin de mon coin de pays. J'avais un *chum* et je voulais vivre avec lui. Tout ça a entraîné une série de décisions que je n'aurais sans doute pas dû faire... mais je les assume.

Après ma maîtrise, je suis retournée chez moi pour travailler comme directrice d'un laboratoire de microbiologie. Ça payait bien, mais ça ne satisfaisait pas ma curiosité. Avec mon *chum*, ça ne fonctionnait pas non plus. À un moment donné, j'en ai eu plein mon casque! J'ai rencontré un homme du Texas sur Internet et j'ai acheté un billet d'autobus pour aller à sa rencontre. Ça a été le coup de foudre! On a eu un enfant. Mais ce n'était pas rose : j'ai vécu des problèmes de violence conjugale. Entretemps, une professeure de l'Université du Texas à San Antonio m'a acceptée comme étudiante au doctorat. Je n'avais pas le profil typique : j'étais plus vieille que les autres, j'avais un enfant, j'avais un parcours différent... mais je le faisais pour améliorer mes conditions de vie et celles de mon fils. Au terme de mon doctorat, j'ai décroché un stage postdoctoral à l'Université de Calgary pour travailler sur le pavot à opium et ses molécules. Là, j'avais les deux mains dans les plantes médicinales, sans compter

que je bénéficiais des plus récentes technologies en biologie et en biochimie. J'étais comblée. Ça m'a permis d'obtenir mon poste de professeure ici, à l'UQTR, quelques années plus tard.

QS Vous avez contribué à plusieurs initiatives qui encouragent les liens entre les Premières Nations, la science et le monde universitaire. Quelles sont-elles ? Et pourquoi est-ce important pour vous ?

Plus jeune, j'étais à la recherche de modèles de femmes autochtones qui étaient professeures d'université, chercheuses, scientifiques, médecins ou architectes. Mais je n'en voyais pas! J'ai ce privilège aujourd'hui, et je désire aller vers les jeunes pour leur montrer que des Autochtones et des femmes en science, ça existe, et qu'on a notre place dans les universités. On fait avancer les choses grâce à notre culture et à nos expériences différentes. Dans le fond, je tente de faire comme ces gens, dont des femmes en science, qui ont cru en moi et qui m'ont fait progresser.

Voilà pourquoi j'ai créé le Groupe de recherche et d'initiatives autochtones à l'UQTR, qui compte plus d'une trentaine de membres de plusieurs disciplines. Notre objectif est de favoriser le réseautage dans la communauté universitaire pour mieux comprendre et améliorer les réalités autochtones en enseignement, en recherche et dans les services à la collectivité. C'est également pour cette raison que j'agis comme juge à l'Expo-sciences Autochtone Québec. Comparativement à l'Expo-sciences «allochtone», on s'intéresse davan-

Isabel Desgagné-Penix,
professeure de biochimie
à l'Université du Québec
Trois-Rivières (UQTR)

tage à des sujets culturels. Par exemple, on compare les raquettes traditionnelles avec celles en aluminium; on s'intéresse à la confection des canots, ou aux propriétés des plantes médicinales... Autre différence : les jeunes sont souvent accompagnés par leur enseignant, leur tante, leur cousin ou leur *kokom* (grand-mère).

Je suis aussi membre de plusieurs comités en lien avec les réalités autochtones, et je représente l'UQTR aux tables locale et régionale d'accessibilité aux services pour les Autochtones de La Tuque et de la Mauricie. Je ne représente pas une nation, qu'elle soit innue ou québécoise; je ne représente pas toutes les femmes en science non plus. Je parle en mon nom et en mes convictions, et je travaille en parallèle à sensibiliser mes collègues aux réalités autochtones. ●





ENTRAIDE AU NORD DU 55^e PARALLÈLE

La neige et la glace n'ont plus de secrets pour Monique Bernier. Grâce à une étroite collaboration avec les Inuit, les travaux de cette chercheuse servent à la fois la science et les communautés nordiques.

Par **Émélie Rivard-Boudreau**

Les rives et les baies du Nunavik sont surveillées de près. Depuis une douzaine d'années, la spécialiste de la télédétection **Monique Bernier** scrute des images satellites et numériques afin de mieux comprendre les changements climatiques au nord du Québec. Certes, les images captées ne sont pas spectaculaires comme celles de glaciers qui s'effondrent. Par contre, elles corroborent les observations rapportées par les chasseurs et pêcheurs inuit. « D'une année à l'autre, on remarque que la durée du couvert de glace et son épaisseur varient grandement. Comme au sud, les hivers ne se ressemblent plus nécessairement », explique la chercheuse au Centre Eau Terre Environnement de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS). « Ce qu'on a vu de plus tangible, c'est que les petits arbustes ont grossi dans les dernières années », ajoute-t-elle.

L'évolution de l'épaisseur de la glace préoccupe aussi la population inuit. « Si la glace devient trop mince, ça peut nuire à la sécurité des gens qui se déplacent sur les rivières », souligne Monique Bernier, dont certains travaux ont été directement commandés par les Inuit. « À la baie Déception, les deux communautés de Salluit et de Kangiqsujuaq ont demandé qu'une étude soit faite sur l'effet de la navigation sur la glace. C'est là que la mine Raglan sort le minerai », indique-t-elle. Un article scientifique sur les trois premiers hivers d'observation sera d'ailleurs publié sous peu. « On a noté que les bateaux pas-

saient toujours au même endroit et que, pour le moment, cela n'avait pas d'incidence directe sur la glace ailleurs dans la baie et sur la débâcle au printemps », affirme la spécialiste.

IMPLIQUER LES COMMUNAUTÉS

La réussite des recherches nordiques repose inévitablement sur une relation respectueuse avec les communautés locales. « Quand on va au Nunavik, on n'est pas chez nous ! » signale Monique Bernier, qui travaille étroitement avec l'organisation régionale Kativik et la Société Makivik.

Juupi Tuniq, de Salluit, a d'ailleurs agi comme guide pour l'INRS. « J'aime beaucoup ce travail, qui me permet de sortir sur le territoire et de chasser parfois en même temps », déclare-t-il en anglais. L'homme constate cependant que la circulation des chercheurs sur le territoire inquiète parfois les gens des communautés. « Ils craignent que l'on fasse des choses qui nuisent à leur chasse. Parfois, ils m'approchent pour en savoir davantage », témoigne-t-il.

Monique Bernier et son équipe veillent à ce que les Inuit puissent profiter le plus possible des résultats de leurs recherches. Par exemple, le programme Avativut (« notre environnement » en inuktitut) a impliqué des élèves dans de véritables cueillettes de données. Également, à la demande de la population, quatre caméras ont été installées dans des sentiers de motoneige situés près de Salluit et de Kangiqsujuaq. « On peut voir ce qui se passe en temps réel et connaître les conditions

des chemins », cite-t-elle en exemple. Juupi Tuniq confirme que cet outil est rassurant pour les Inuit. « Ces caméras sont équipées d'un bouton d'urgence », ce qui facilite les opérations de secours, explique-t-il.

Monique Bernier espère que la télédétection franchira bientôt de nouvelles frontières. « Actuellement, avec les capteurs radar, on mesure l'épaisseur de la glace de rivière, mais pas celle de la mer. À cause du sel dans l'eau, le signal est absorbé et ne descend pas dans la glace profondément », dit-elle. La professeure considère qu'une telle avancée permettrait de sécuriser les Inuit dans leurs déplacements, particulièrement en cette ère de changements climatiques. ●

Début 2018, l'équipe de suivi des glaces est à l'œuvre. Elle est composée de guides du village de Salluit et de **Véronique Gilbert**, chercheuse à l'INRS et représentante de l'Administration régionale Kativik.



LE POUVOIR FÉMININ AUTOCHTONE



Plusieurs femmes autochtones occupent déjà une place importante au sein de leur communauté, tandis que d'autres ont du mal à se faire entendre. Que nous dit la recherche sur le leadership féminin autochtone ?

Par Gabrielle Brassard-Lecours

Les femmes autochtones, en plus des nombreuses violences qu'elles ont subies de toutes parts depuis des décennies, ont été déposées d'un grand nombre de savoirs ancestraux de même que d'une importante parole, qui refait peu à peu surface. Ainsi, jusque dans les années 1970 – époque à laquelle des directives sanitaires les ont poussées vers les hôpitaux –, ces femmes accouchaient elles-mêmes de leurs enfants avec l'appui des sages-femmes, alors très nombreuses. Or, le changement de politique a entraîné l'interruption d'une série de rituels importants : les cérémonies des nouveau-nés, celles des premiers pas, ou encore les rituels impliquant le placenta, dont les nouvelles mères doivent se défaire d'une manière particulière (l'enterrer sous un arbre, par exemple) pour consolider le lien à la terre et au territoire que l'enfant qui vient de naître occupera toute sa vie.

Il s'agit justement de l'un des sujets de recherche de **Suzy Basile**, directrice du Laboratoire de recherche sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones – Mikwatisiw de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), qui cherche à documenter ces expériences d'accouchement ainsi que les rituels entourant la naissance pour que les femmes puissent se les réapproprier.

Le laboratoire de Suzy Basile a vu le jour à la suite des recommandations de la Commission de vérité et réconci-

liation du Canada. D'autres initiatives comme la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (aussi appelée « Commission Viens ») et l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ont aussi ouvert la porte à la création de groupes de recherche et de chaires.

« Les femmes autochtones ont été écartées des sphères de décision; leurs rôles et leurs responsabilités, ignorés par les politiques coloniales; leurs savoirs, leur lien au territoire et les conséquences de l'exploitation des ressources, dénigrés par les chercheurs et les décideurs. De plus, les recherches ont généralement omis de considérer l'impact de la colonisation sur la contribution des femmes à la vie sociale et à la gouvernance de leurs communautés et de leurs nations, notamment en ce qui concerne le territoire et les ressources naturelles. Le rôle des femmes autochtones au sein de leurs nations respectives demeure méconnu et négligé », écrit Suzy Basile dans « La relation des femmes autochtones au territoire », publié en 2018 dans le *Magazine de l'Acfas*. Le texte lui-même est tiré de la thèse de doctorat de la chercheuse, qui portait sur la place des femmes atikamekw dans la gouvernance du territoire et des ressources naturelles.

À l'heure actuelle, le laboratoire Mikwatisiw répertorie l'ensemble des recherches qui ont été faites sur les



femmes autochtones au Québec et au Canada. Pour y parvenir, la directrice travaille donc de façon collaborative avec plusieurs regroupements de femmes ayant ce profil, ce qui a pour effet de créer une certaine effervescence autour de ses travaux. «Je n'ai même pas le temps d'inventer un sujet de recherche qu'on m'en soumet», affirme la scientifique, qui est elle-même originaire de la communauté atikamekw de Wemotaci, en Mauricie. Elle travaille en ce moment à dresser un portrait de l'implication des femmes autochtones en politique au Québec. «Ce portrait n'existe pas. Avant 1951, les femmes autochtones ne pouvaient pas participer aux assemblées publiques ni se présenter aux

élections. Ça prend du temps, restaurer ce pouvoir qu'on leur a sciemment retiré... On voit de plus en plus de femmes qui s'impliquent dans leur communauté et dans les organismes autochtones, mais aussi en politique provinciale et fédérale», explique Suzy Basile.

Ses recherches ont des retombées directes sur les communautés. Par exemple, dans sa thèse, la chercheuse mettait en lumière l'importance de la pâte de bleuets, un savoir-faire unique aux Autochtones. Devant ce constat, quelques femmes de Wemotaci ont décidé de fonder leur entreprise pour commercialiser, à petite échelle et de façon artisanale, cette pâte. Voilà une belle façon pour ces femmes de gagner en autonomie, tout en mettant de l'avant leurs savoirs.

LIBÉRER LA PAROLE

«On se sent fières, valorisées d'être à l'université, et moins isolées dans ce qu'on vit.» C'est là le témoignage d'une des participantes à l'école d'été des femmes autochtones, mise sur pied par **Geneviève Pagé**, professeure de science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), en partenariat avec l'association Femmes autochtones du Québec et le service aux collectivités du même établissement universitaire. Deux écoles de ce genre se sont tenues en 2017 et 2018; une troisième devrait avoir lieu à l'été.

Au total, huit femmes autochtones y ont pris part. Même si celles-ci jouaient déjà un rôle dans leur communauté, «elles n'ont pas nécessairement les outils théoriques et historiques pour analyser les dynamiques qui sont en cours dans les sphères économique ou politique, par exemple», confie Geneviève Pagé.

Les femmes ont donc suivi un cours intensif de deux semaines donné par **Isabelle Picard**, une ethnologue, chargée de cours à l'UQAM et chroniqueuse à *La Presse* qui est originaire de Wendake. En plus de transmettre leurs expériences pratiques, les participantes en ont appris



Suzy Basile, directrice du Laboratoire de recherche sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones – Mikwatisiw

davantage au sujet des changements de pouvoir dans le temps, de la Loi sur les Indiens, des conseils de bande comme structure de gouvernance, des dynamiques gouvernementales, etc. «Ça fait partie de l'histoire, mais ça détermine des relations dans le présent. Si on veut que les Autochtones – particulièrement les femmes – interagissent avec le gouvernement, ils doivent comprendre comment celui-ci fonctionne et décortiquer les pouvoirs à l'œuvre d'une manière posée qui sort de l'émotion», explique Geneviève Pagé.

Il s'est dégagé de l'expérience un véritable sentiment d'autonomisation, tant collectif qu'individuel. Les participantes ont pu analyser les frustrations et les défis auxquels elles font face dans leur communauté, pour ainsi mieux faire valoir leurs revendications. Grâce à cette expérience, certaines se sont trouvées un emploi, tandis que d'autres ont pris les devants pour organiser un projet; une femme a quant à elle choisi de poursuivre un parcours universitaire.

La libération de la parole passe également par la commémoration du

passé, et ce, même s'il est douloureux et grevé par les injustices. C'est ce à quoi s'intéresse **Audrey Rousseau**, collaboratrice au Laboratoire de recherche sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones – Mikwasisiw de l'UQAT et professeure de sociologie à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). À travers des récits, des témoignages et des commémorations, elle tente de cartographier les mémoires. Le but : contrer l'«invisibilisation» de certaines voix de femmes, de familles et de communautés, et combler des lacunes historiques.

Travaillant avec différents regroupements autochtones, l'universitaire vise en filigrane, par son projet de recherche, à assurer le mieux-être des femmes. «Nous voulons, à travers l'oralité, transmettre la parole pour que certaines situations ne se reproduisent pas [les violences faites aux femmes autochtones, par exemple]», explique Audrey Rousseau, qui inclut les femmes tout au long du processus.

«L'autonomisation des femmes – *empowerment* en anglais – est déjà à l'œuvre dans les communautés, pour-

suit-elle. Les femmes occupent certains postes importants dans différentes instances et sont des agentes de changement dans leur milieu. Notre recherche vient donc rendre compte du travail qui se fait déjà, tout en posant des questions ayant pour objectif de lier les savoirs scientifiques à la réalité du terrain afin de voir comment les femmes peuvent bénéficier concrètement de nos données.»

Les effets de cette réappropriation se feront peut-être bientôt sentir jusque dans les couloirs universitaires. Car qui de mieux que les femmes autochtones elles-mêmes pour faire des recherches sur les sujets qui les concernent? Travailler à la gouvernance et à la présence des Autochtones au sein même des universités est un objectif de plus en plus recherché par les institutions d'enseignement supérieur (voyez «Pour des universités inclusives», p. 14). «En ce moment, on est très peu de chercheuses autochtones. Ça se compte sur les doigts d'une main, et on est sursollicitées. J'ai hâte d'avoir du renfort!» dit Suzy Basile en riant.

ÉLECTIONS : LES QUESTIONS AUTOCHTONES PEU DISCUTÉES

Des chercheurs de l'École nationale d'administration publique (ENAP) ont, lors de la dernière élection fédérale, à l'automne 2019, choisi de répertorier la fréquence des sujets autochtones abordés par les principaux partis politiques sur le réseau social Twitter.

L'un de leurs constats : ces questions ont fait l'objet d'à peine 3 % des discussions dans les gazouillis répertoriés. «On s'attendait à ce que ça prenne beaucoup plus de place», admet **Jean-François Savard**, professeur agrégé à l'ENAP ayant pris part à cette recherche exploratoire. Le chercheur explique aussi que les sujets autochtones étaient principalement abordés sous un angle environnemental, et que le rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées n'a été discuté par aucun parti pendant la campagne électorale. Comme quoi il reste encore fort à faire pour que les questions entourant les Autochtones soient sur toutes les lèvres... ●



ALLER PLUS LOIN, ENSEMBLE

Environnement,
économie, énergie :
les domaines où
les chercheurs et
les communautés
autochtones travaillent
main dans la main se
multiplient – au même
rythme que les solutions
qui en émergent.

Par Maxime Bilodeau

LE CARIBOU, CE SYMBOLE

Le caribou est au cœur de la vie et de l'identité de maintes communautés autochtones. On le chasse depuis des lunes pour sa viande, certes, mais aussi pour ses tendons, sa fourrure et ses ramures. Chez les Innus, on le vénère : plusieurs légendes font référence à Papakassi, l'esprit du caribou, le maître de tous les animaux. Cela explique pourquoi l'espèce – tout particulièrement celui des bois, réputé en déclin – est devenue un symbole de multiples revendications autochtones (territoriale, préservation de l'identité, etc.).

Or, il ne resterait que de 6 000 à 8 500 caribous forestiers au Québec, et plusieurs hardes, comme celle de Charlevoix, sont menacées de disparition imminente. «L'exploitation forestière intensive des dernières décennies a altéré les écosystèmes. Cela a créé des habitats hautement favorables à la présence de prédateurs du caribou, comme l'ours et le loup», constate **Martin-Hugues St-Laurent**, professeur à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).

Ce chercheur est régulièrement contacté par des conseils de bande ainsi que par des gouvernements régionaux autochtones pour étudier et améliorer la conservation du caribou forestier. «Je peux par exemple mettre un dispositif d'étude sur pied, puis inviter les communautés à le suivre pendant quelques années dans le but de générer des données pertinentes sur le caribou, comme ses mouvements sur le territoire», illustre-t-il. Par le passé, il a produit des avis scientifiques pour le compte des Innus de Pessamit relativement à l'aménagement de lignes électriques par Hydro-Québec et à ses répercussions sur le caribou. Ces jours-ci, Martin-Hugues St-Laurent discute avec les Cris d'Eeyou Istchee Baie-James pour les aider à élaborer un plan d'organisation et d'utilisation du territoire respectueux du cervidé.

Bien que ses conclusions sur les causes du déclin des hardes aient pour effet de donner des munitions aux communautés autochtones dans leurs revendications territoriales, le scientifique se fait un point d'honneur de demeurer neutre dans le débat sur la conservation du caribou forestier qui sévit actuellement sur la place publique. «Je donne les mêmes informations aux Autochtones, aux gouvernements, aux forestiers, aux groupes de pression et aux citoyens. Mon travail en est un de garde-fou. Ce sont aux politiques de trancher – en toute connaissance de cause, on l'espère», dit-il.

Hugo Asselin, professeur à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)



L'ENTREMETTEUR

La rareté de la main-d'œuvre se ressent jusque dans les entrailles du sous-sol de l'Abitibi-Témiscamingue. Paradoxalement, les sept communautés anichinabées (communément appelées «algonquines») disséminées sur le territoire sont aux prises avec de forts taux de chômage. Pour **Hugo Asselin**, professeur à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT), il n'y a aucun doute : il s'agit là d'une occasion à saisir pour enrayer la pénurie de travailleurs qui sévit dans les mines, secteur névralgique de l'économie régionale.

«Nous avons donc rencontré des employeurs miniers, des travailleurs et des non-travailleurs autochtones ainsi que des responsables d'intégration de la main-d'œuvre de mines situées en Abitibi-Témiscamingue, dans le Nord-du-Québec et au Nunavut. Le but : brosser un portrait complet de la situation afin de favoriser une meilleure insertion en emploi», explique le professeur, qui est aussi directeur de l'École d'études autoch-

tones. À l'issue de ce remue-ménages, dont les résultats ont été publiés l'année dernière dans la revue *Resources Policy*, les chercheurs ont constaté une différence significative entre les mines obligées de recruter de la main-d'œuvre autochtone et celles qui ne le sont pas, en vertu de traités et d'ententes. «Les premières ont mis en place des mesures pour plaire à ces travailleurs, sous la forme de programmes de formation, de mentorat et d'adaptation des milieux de travail, comme l'aménagement de locaux réservés à la cuisine traditionnelle autochtone», explique-t-il. Ces ouvriers le leur rendent bien : ils sont à la fois plus nombreux (23 % de l'ensemble des travailleurs contre 1 % pour les mines non contraintes) et plus heureux au boulot. «De manière générale, plus la proportion de travailleurs autochtones est élevée, meilleur est le climat de travail dans les mines. Cela suggère qu'un certain seuil d'embauche autochtone doit être atteint afin que des résultats positifs se concrétisent», écrivent les chercheurs.

Ce n'est là qu'un exemple des nombreux ponts qu'Hugo Asselin jette entre le monde des autochtones et celui des Premières Nations. À ce titre, le biologiste de formation aime d'ailleurs se qualifier d'entremetteur. Sa spécialité? S'asseoir avec ces communautés, les écouter et s'abreuver à leurs connaissances et savoirs issus de traditions millénaires. «Ils ont une vision de leur environnement où tout est interrelié, le vivant comme le non-vivant, le tangible et l'intangible. Comme scientifiques, nous ne pouvons pas arriver avec nos gros sabots et déclarer, du haut de notre tour d'ivoire, que tout ça est faux. Il faut valoriser ces échanges, car ils sont synonymes de solutions», fait-il valoir.

13

VERS UN CAMP VERT

Au kilomètre 456 de la ligne ferroviaire Tshiuetin, à mi-chemin entre Emeril Junction et Schefferville, se trouve la station Esker. Ce camp-dortoir est d'une importance cruciale pour les employés de la compagnie inue Transport ferroviaire Tshiuetin, qui y trouvent en outre un toit pour effectuer des travaux d'urgence. Comme ce camp isolé en milieu nordique n'est pas relié au réseau électrique d'Hydro-Québec, les travailleurs sont contraints d'utiliser une génératrice au diesel pour s'éclairer, se chauffer et subvenir à leurs besoins. Mais le coût environnemental est assez élevé : plusieurs milliers de litres de carburant sont utilisés chaque année pour l'électrifier.

«L'entreprise trouvait que la facture énergétique du camp Esker était astro-

nomique. Pour vous donner une idée, il en coûtait de trois à quatre fois plus par mètre carré pour le chauffer par rapport à une résidence normale située à Sept-Îles», raconte **Daniel Rousse**, professeur à l'École de technologie supérieure. Avec des collègues du Cégep de Sept-Îles et de l'UQAR, le chercheur a été mandaté, il y a quelques années, pour réduire la dépendance du camp aux énergies fossiles. Pour ce faire, plusieurs paramètres ont été considérés, de l'isolement géographique de l'endroit à la topographie en passant par l'ensoleillement et la vitesse des vents.

À la suite de cette analyse énergétique, menée de concert avec la compagnie, deux solutions ont été envisagées. La première : remplacer la vieille génératrice de 150 kilowattheures (kWh), trop

grosse pour les besoins du camp, par une série de petites de 10, 20 et 30 kWh qui fonctionnent en séquences et est contrôlée de manière intelligente. La seconde, plus novatrice : instaurer un système hybride reposant en partie sur l'éolien et le solaire, voire la biomasse (copeaux de bois). Au bout du compte, Transport ferroviaire Tshiuetin a néanmoins décidé de maintenir la *statu quo*, pour des motifs économiques. «Il ne faut jamais oublier que nous sommes des chercheurs universitaires qui, par définition, souhaitons implanter une solution idéale. Au moins, ce projet leur aura donné l'heure juste, ce qui est déjà un bon pas par en avant», se réjouit Daniel Rousse. En outre, les conclusions de ces travaux pourraient être récupérées dans un contexte similaire, en sites nordiques isolés. ●



POUR DES UNIVERSITÉS INCLUSIVES

Les Premiers Peuples sont encore peu nombreux dans les universités québécoises, surtout aux cycles supérieurs. Mais au fil du temps, une meilleure place leur est accordée, dans le respect de leurs savoirs et de leurs réalités.

Par Martine Letarte

« **C'**était comme si je rentrais à la maison. » Voilà comment s'est sentie **Cyndy Wylde** lorsqu'elle a présenté son projet de thèse à **Suzy Basile**, professeure d'origine atikamekw à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). « Elle savait de quoi je parlais. »

Son sujet : la surreprésentation des femmes des Premières Nations dans les prisons québécoises. Un phénomène très peu documenté alors que les recherches sur les services correctionnels se font plutôt sur le plan national. « De nombreux facteurs contribuent à la surreprésentation des femmes autochtones dans le système carcéral : leur double discrimination, comme Autochtone et comme femme; les violences physiques, psychologiques et sexuelles; les traumatismes intergénérationnels; les placements en famille d'accueil; les problèmes de consommation; l'éloignement du milieu; les enjeux liés à la langue; la situation d'emploi difficile; les problèmes de santé mentale; l'itinérance... », énumère Cyndy Wylde, qui a travaillé 25 ans au sein du service correctionnel fédéral. Celle qui a agi comme experte pour la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec est aussi l'une

des rares doctorantes autochtones dans le réseau universitaire québécois. Son parcours a été parsemé d'embûches : elle a été refusée à l'Université de Montréal parce qu'elle n'avait pas fait une maîtrise avec mémoire. Puis elle a été acceptée en sociologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), à condition de faire une propédeutique. Toutefois, ne percevant que peu d'intérêt sur place pour ses préoccupations, elle a abandonné son projet de doctorat il y a quelques années avant de le reprendre à l'UQAT, sous la codirection de Suzy Basile et de **Hugo Asselin**, directeur de l'École d'études autochtones.

« À la suite de mes mauvaises expériences, j'ai d'abord refusé qu'un non-Autochtone codirige ma thèse, raconte en rigolant Cyndy Wylde, qui est maintenant chargée de cours dans plusieurs établissements de l'Université du Québec (UQ). Mais Suzy Basile m'a dit que Hugo Asselin connaît très bien la culture autochtone et qu'il en est un défenseur. Je l'ai rencontré et, tout de suite, j'ai changé mon fusil d'épaule. »

Étudier à l'UQAT se veut en quelque sorte un retour aux sources pour celle qui est originaire de Pikogan, en Abitibi-Témiscamingue. Arrivée dans la région de Montréal à l'âge de 6 ans, Cyndy Wylde a vécu difficilement le déracinement. « Lorsque je retournais dans ma

communauté pendant les congés scolaires, je pleurais tout le long du retour vers Montréal », se souvient la femme d'origine anicinape, qui, il y a 15 ans, s'est aussi découvert des racines atikamekw. « Lorsque j'ai mis le pied à l'UQAT, à Val-d'Or, je me suis tout de suite bien sentie, dit-elle. D'abord, plusieurs éléments de la culture des Premières Nations sont présents, comme la structure du pavillon – qui est en forme de tipi –, et le personnel connaît et respecte autant la culture que l'histoire. Je suis à la bonne place. »

UN RAPPORT QUI Pousse À AGIR

Les obstacles rencontrés par Cyndy Wylde ne risquent pas de surprendre **Laurent Jérôme**, professeur à l'UQAM et membre du Groupe de recherche interdisciplinaire sur les affirmations autochtones contemporaines (GRIAAC). En 2017, il a publié – avec **Léa Lefevre-Radelli**, alors doctorante – une enquête sur l'expérience des Autochtones à l'université où il enseigne, réalisée avec le Cercle des Premières Nations de l'UQAM. On y mentionnait que, contrairement à d'autres universités montréalaises, l'UQAM n'avait pas établi de structures d'accueil pour des étudiants autochtones ni élaboré de politique institutionnelle en la matière. « Il apparaît ainsi qu'à l'heure actuelle, tout l'effort d'adaptation repose sur les étudiants eux-mêmes, qui doivent connaître et maîtriser les codes,

la pensée, la langue et la culture organisationnelle de la société majoritaire pour pouvoir étudier et réussir», peut-on y lire. L'enquête rappelle aussi que les inégalités d'accès à l'éducation entre les Autochtones et les allochtones sont réelles au Canada : environ la moitié des représentants du premier groupe âgés de 25 à 64 ans étaient titulaires d'un titre d'études postsecondaires en 2011, contre près de 65 % pour ceux du deuxième groupe.

Le rapport de recherche propose des recommandations pour induire un véritable changement. Rapidement, un comité sur la réconciliation avec les peuples autochtones a été créé à la Commission des études de l'UQAM. Un local, baptisé Niska, a été ouvert pour les étudiants autochtones, et on y a embauché un responsable qui avait les mêmes origines. L'établissement universitaire a aussi créé un poste d'agent de soutien à la réussite des étudiants autochtones et réservé des places aux membres des Premières Nations dans le baccalauréat en droit, un programme très contingenté. Il a également assoupli certaines règles pour l'admission des étudiants autochtones, en plus de favoriser la reconnaissance de

l'expertise et de l'expérience des chargés de cours autochtones. «Il est encore trop tôt pour mesurer l'effet de ces mesures, mais nous entendons qu'elles portent leurs fruits, indique Laurent Jérôme. L'UQAM organise une fête culturelle autochtone, maintenant, et on voit un engouement des étudiants allochtones pour les questions autochtones.» Il poursuit : «Il y a un vent de changement dans les perceptions. Le local Niska est aussi devenu un espace sécurisant, de solidarité et de rencontre pour les étudiants autochtones. Il faudrait maintenant pérenniser le financement de ces initiatives.»

POUR UNE MEILLEURE INCLUSION

De son côté, l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) travaille avec les communautés autochtones depuis sa fondation, en 1969. Il y a 30 ans, elle a même mis sur pied son Centre des Premières Nations Nikanite – qui signifie «va de l'avant» en langues innue et atikamekw – pour accueillir les étudiants autochtones et les aider dans leur cheminement universitaire.

En collaboration avec le Cégep de Baie-Comeau et la communauté innue



15

Carole Lévesque, chercheuse à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS)

APPRENDRE LES UNS DES AUTRES

À la fin juillet, un comité formé d'une quinzaine de chercheurs et de détenteurs de savoirs autochtones s'est réuni dans la communauté crie de Chisasibi, en bordure de la baie James. Le groupe était invité à découvrir le musée local, le Centre culturel et patrimonial de Chisasibi, devenu lieu d'archivage pour la communauté. En plus des classes d'élèves qui visitent l'endroit, les tout-petits de la garderie voisine participent à des ateliers de transmission des savoirs qu'on y donne.

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'un projet de recherche dirigé par **Carole Lévesque**, chercheuse à l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), qui vise à comprendre les dimensions de la transmission des savoirs et de la réussite éducative en milieu autochtone. «L'idée de réussite dépasse largement le cadre scolaire chez les Autochtones; elle renvoie plutôt à un accomplissement personnel, familial et communautaire qui requiert la maîtrise d'un ensemble d'informations, de pratiques, de relations et d'actions ancrées dans la culture, observée-elle. Pour que les écoles du réseau québécois constituent des environnements accueillants pour les jeunes Autochtones, elles doivent créer des ponts directs avec les détenteurs de savoirs des Premières Nations.» Financé par le Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones DIALOG de même que par la Fondation Lucie et André Chagnon, ce projet de recherche est fondé sur ce qu'on appelle «la coconstruction des connaissances». «Le comité fonctionne comme une communauté apprenante, explique Carole Lévesque. Chacun apporte sa contribution; nous apprenons les uns des autres, et un réel dialogue s'installe entre le milieu universitaire et les groupes autochtones, qui, ne l'oublions pas, ont aussi leurs particularités d'un territoire à un autre.»

À l'image des Cris de Chisasibi, d'autres communautés accueilleront cette année des ateliers au cours desquels elles communiqueront leurs initiatives en vue de transmettre leurs savoirs. L'objectif consiste à mieux comprendre comment intégrer ces connaissances et façons de faire dans les politiques publiques afin d'améliorer les conditions de vie en milieu autochtone, notamment en matière d'éducation, mais aussi d'aménagement du territoire et de développement communautaire. Carole Lévesque espère ainsi fournir aux décideurs des pistes d'action «extrêmement concrètes». «On se rend compte que même les gens très ouverts aux réalités autochtones dans les gouvernements ont peu de matériel avec lequel travailler», rappelle la chercheuse.





de Pessamit, l'université a publié en 2015 le *Guide d'intervention institutionnelle*. L'idée est de soutenir le personnel enseignant et professionnel dans ses actions auprès des étudiants autochtones afin de favoriser leur réussite éducative. Pour y arriver, plusieurs entrevues individuelles et de groupes ont été réalisées. «Une grande partie des problèmes étaient liés à une méconnaissance, de part et d'autre, des exigences et des pratiques sociales», indique **Roberto Gauthier**, professeur au Département des sciences de l'éducation de l'UQAC, qui était le responsable scientifique du projet. Par exemple, les entrevues ont montré que les enseignants trouvaient le niveau de motivation des étudiants autochtones varié et difficile à cerner. De leur côté, les étudiants autochtones témoignaient qu'ils étaient avant tout motivés par le désir de retourner dans leur communauté pour y mettre en pratique les connaissances acquises à l'université. Par

contre, ils sont aux prises avec plusieurs difficultés qui affectent leur motivation, comme la solitude et la maîtrise difficile du français.

Pour le bénéfice des professeurs et chargés de cours de l'UQAC venant de partout au Québec, le Centre des Premières Nations Nikanite a créé un site web, *Regards croisés*, qui diffuse les conclusions de ces travaux. Il a en outre mis sur pied un cours de français d'appoint adapté. «C'est une approche de langue seconde qui tient compte de la culture autochtone», explique **Sophie Riverin**, chargée de gestion à Nikanite, qui organise aussi tous les deux ans le Colloque sur la persévérance et la réussite scolaires chez les Premiers Peuples.

Par ailleurs, le réseau de l'Université du Québec a décidé d'agir plus largement en créant la Table de travail sur les réalités autochtones. Le but : favoriser une meilleure collaboration

ainsi qu'un partage des bonnes pratiques afin d'améliorer la réussite éducative. Membre de cette initiative, **Isabelle Savard**, qui est professeure spécialisée dans la considération des variables culturelles et contextuelles au Département d'éducation de l'Université TÉLUQ, a proposé notamment de créer une propédeutique pour les Autochtones effectuant un retour aux études. «Nous voulons que ces cours puissent être suivis sans accès à Internet dans les communautés, parce que plusieurs futurs étudiants autochtones ont des enfants, et le déplacement en ville est souvent complexe et traumatisant», indique-t-elle, précisant que la propédeutique est mise au point en collaboration avec l'UQAC et l'UQAT.

Finalement, c'est grâce à la force de la communauté – ce qui est tout à fait cohérent avec les valeurs des Premières Nations – que les universités parviendront à une meilleure inclusion. ●

UN ENGAGEMENT BIEN RÉEL

Le rapport de la Commission de vérité et réconciliation du Canada identifiait l'éducation comme «la clé de la réconciliation». Devant ce constat sans appel, l'organisme Universités Canada n'a fait ni une ni deux : il a lancé un forum annuel réunissant des dirigeants d'universités, de collèges et de collectivités autochtones. L'objectif : apporter des changements durables dans le milieu de l'enseignement supérieur afin de faire progresser la réconciliation.

La sixième édition de cet événement se tiendra pour la première fois dans l'est du pays, qui plus est au Québec, du 10 au 12 novembre 2020. Coorganisé par le réseau de l'Université du Québec (UQ) et l'Université Laval, le forum accueillera quelque 300 participants venant de partout au pays, qui seront invités à échanger sous le thème «S'engager dans les pas des étudiants des Premiers Peuples».

«Nous souhaitons que le plus grand nombre d'étudiants autochtones et inuit puissent poursuivre des études du secondaire à l'université, déclare **Johanne Jean**, présidente de l'UQ. Il faut surmonter les barrières systémiques qui freinent leur réussite, et pour cela, nous avons l'ambition de proposer des mesures concrètes à l'issue du forum. Le temps des vœux pieux est terminé; il faut passer à l'action, comme le réclament justement les représentants des communautés autochtones.»

Des comités de gouvernance et de programmation, composés également d'Autochtones et d'allochtones, sont déjà à l'œuvre pour planifier le forum. La diversité autant que la vitalité des communautés des Premières Nations et des Inuit du Québec seront à l'honneur, assure M^{me} Jean.

Par ailleurs, les participants auront l'occasion de réfléchir à des données à paraître au printemps qui retraceront «tout ce qui se fait par, pour et avec les Premiers Peuples dans le monde universitaire québécois en matière de recherche, d'enseignement et de gouvernance», explique Johanne Jean. «Pour mieux agir, nous devons avoir une lecture juste de la situation, poursuit-elle. Par exemple, les étudiants autochtones décrochent; c'est vrai. Mais ce sont aussi les plus grands "raccrocheurs". Ils font souvent un retour aux études au début de la trentaine, après avoir fondé leur famille. Leurs trajectoires sont multiples, et nous devons leur offrir un soutien mieux adapté.» À l'évidence, pour Johanne Jean, l'engagement ne se limite pas au thème du forum : il est bien réel.

Pour plus d'informations : uquebec.ca